

République Française
Département du Calvados
Commune de OUISTREHAM



Service Secrétariat Général
RB/AM/AuL
secretariat.general@ville-ouistreham.fr

Hôtel de Ville – Place A. Lemarignier
BP 102 - 14150 Ouistreham
Tél.02.31.97.73.25 – Fax.02.31.97.73.39
www.ouistreham-rivabella.fr

Décision du maire prise au titre de sa 2^e délégation :
tarifs des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal
TARIFS APPLIQUES AU STATIONNEMENT PAYANT
sur le domaine public communal
A compter du 1^{er} avril 2023

LE MAIRE DE OUISTREHAM,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-22 et 23, les articles L2213-1 à 6, et l'article L2333-87 ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action territoriale et d'affirmation des métropoles, dite LOI MAPTAM ;

VU la loi n°2014-58 du 18 mars 2014 dite LOI HAMON portant sur la tarification du stationnement payant, et notamment l'article L.113-7 ;

VU la délibération n°7.1 du Conseil Municipal en date du 1^{er} juin 2015 décidant l'institution de stationnements payants en vue de favoriser la fluidité de la circulation, la rotation du stationnement des véhicules sur voirie et l'utilisation des moyens de transport collectif ou respectueux de l'environnement ;

VU la délibération n°10 du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2017 portant sur la mise en place du forfait de post stationnement (FPS) ;

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020 accordant délégation au maire pour fixer les tarifs et droits prévus au profit de la commune ;

VU l'arrêté municipal n°2020-126 en date du 9 mars 2020 portant réglementation du stationnement payant sur la commune de Ouistreham ;

VU la décision du maire n°2016-07 en date du 25 février 2016 portant création de la régie de recettes pour les stationnements payants sur voirie ;

VU la décision du maire n°D2021-18 en date du 29 janvier 2021 fixant les tarifs du stationnement payant sur voirie et le montant appliqué du FPS dans la commune de Ouistreham à compter du 1^{er} avril 2021 ;

VU les accords conclus en renégociation avec le délégataire, et notamment concernant une revalorisation des tarifs du stationnement payant tenant compte des réalités économiques du service ;

CONSIDERANT que le stationnement d'un véhicule sur le domaine public peut être regardé comme un service public facultatif et que, dans ce cadre, les conditions d'accès et de tarification doivent être définies dans le respect du principe d'égalité des usagers du service public ;

CONSIDERANT que, toutefois, ce principe n'interdit pas un traitement différent, qu'il est admis que le barème tarifaire peut être modulé en fonction de la durée du stationnement, de la surface ou de la zone occupée par le véhicule ou de son impact sur la pollution atmosphérique et qu'il peut prévoir une tranche gratuite pour une durée déterminée ainsi qu'une tarification spécifique pour certaines catégories d'usagers, dont les résidents ;

CONSIDERANT qu'il appartient au maire de fixer les tarifs des droits de stationnement dans le cadre de ses délégations, en conformité avec le contrat de délégation et en concertation avec le délégataire ;

DECIDE

ARTICLE 1 :

Le stationnement d'un véhicule sur une place de stationnement payant sur voirie est soumis au versement d'une redevance pour occupation du domaine public fixée comme suit à compter du 1^{er} avril 2023 :

STATIONNEMENT PAYANT DE SURFACE SUR VOIRIE PUBLIQUE

3.5 – montant des droits applicables à compter du 1^{er} avril de l'année 2023

1 - TARIFS A L'HEURE (en euros)

Durée	1/2h	1h	2h	3h	4h	5h	6h	7h	8h	8h30	9h	9h30	10h
SAISON													
BS													

GRATUITE POUR TOUS

REÇU EN PREFECTURE

le 17/03/2023

REÇU EN PREFECTURE

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-2114 04884-2023 0313-AP2023 0313_

99_AU-014-2114 04884-2023 0302-D2023_07-AU

STATIONNEMENT PAYANT DE SURFACE SUR VOIRIE PUBLIQUE3.5 – montant des droits applicables à compter du 1^{er} avril de l'année 2023**1 - TARIFS A L'HEURE (en euros)**

Durée	1/2h	1h	2h	3h	4h	5h	6h	7h	8h	8h30	9h	9h30	10h
SAISON													
MS	1,00	1,50	2,50	3,50	4,60	5,20	5,70	6,50	7,00	12,00	18,00	25,00	35,00
GRATUITE POUR LES RESIDENTS (1 véhicule)													
HS	1.30	2.30	3.30	4.30	5,50	6,10	6,80	8,00	10,00	12,00	18,00	25,00	35,00
GRATUITE POUR LES RESIDENTS (1 véhicule)													

3 - ABONNEMENTS STANDARD – forfait pour 1 véhicule

ABONNEMENT STANDARD (n°1)	Forfait mensuel, résidents + professionnels	MS	33€
		HS	93€
ABONNEMENT SAISON (n°2)	Forfait annuel, multi-abonnements	de 1 à 49	318€
		de 50 à 99	250€
		de 100 à 149	200€
		150 et plus	100€

5 - BUS DE TOURISME en MS et HS

	La ½ journée (9h-14h / 14h-19h)	La journée (9h-19h)
sur emplacements réservés	15€	30€

6 – FORFAIT POST STATIONNEMENT - sur la base du tarif max. pour 10h de stationnement

Absence / insuffisance de paiement du stationnement sur voirie	35€
--	-----

ARTICLE 2 :

Il est précisé que :

- 3 périodes de stationnement sont définies dans l'année : la basse saison (BS) d'octobre à mars inclus, la moyenne saison (MS) en avril, mai, juin et septembre, et la haute saison (HS) en juillet et août ;
- La période de prélèvement est établie DU LUNDI AU DIMANCHE, DE 9H A 19H en moyenne et basse saisons ;
- Plusieurs types d'usagers bénéficient de la GRATUITE TOUTE L'ANNEE :
 - ✓ Les « Résidents », dont la résidence est située sur la commune de Ouistreham (la gratuité vaut pour 1 seul véhicule par foyer) ;
 - ✓ Les PMR, personnes à mobilité réduite, sur présentation de justificatifs ;
 - ✓ Les conducteurs de véhicules électriques, sur présentation de justificatifs ;
- Les autres usagers doivent verser une redevance dès le début du stationnement de leur véhicule ou contracter un abonnement ;
- le forfait post-stationnement (FPS) est dû en cas d'absence de paiement ou de paiement insuffisant.
- Les différents titres de stationnement, leur durée de validité ainsi que les formalités de leur obtention sont décrits dans l'arrêté portant règlement du stationnement payant en vigueur.

ARTICLE 3 :

La présente décision abroge et remplace la décision du maire n° D2021-18 en date du 29 janvier 2021 tant qu'elle n'est pas rapportée.

ARTICLE 4 :

La présente décision sera :

- Transmise pour information/application au Service de gestion comptable – DDFIP - de Caen, à Monsieur le Maire-adjoint délégué aux finances, Madame la Directrice du Pôle Finances, au régisseur délégataire ;
- Insérée au Registre des arrêtés du Maire
- Certifiée exécutoire du fait de
 - ✓ sa transmission en préfecture le
 - ✓ sa publication sur les sites communaux www.ouistreham-rivabella.fr et <http://ouistreham.e-legalite.com/> le

Fait à Ouistreham, le 2 mars 2023

Le Maire
Romain BAIL

DELAI ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Elle peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).



Réf. Secrétariat Général
secretariat.general@ville-ouistreham.fr
 Hôtel de Ville – Place A. Lemaignier
 BP 102 - 14150 Ouistreham
 Tél.02.31.97.73.25 – Fax.02.31.97.73.39
www.ouistreham-rivabella.fr

Objet/titre de la convention :

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal en vue d'une activité commerciale
 – activité foraine sédentaire –

MANEGE DE LA PLAGE

« L'Univers 2000 » - Esplanade Lofi
 Année 2023

Liminaire :

La Commune souhaite proposer sur le territoire communal des attractions et autres activités commerciales qui permettent par ailleurs d'animer et de valoriser le port, le front de mer et la plage. Ces activités sont soumises à autorisation d'occupation du domaine public, dans le respect de la réglementation des occupations du domaine public à caractère économique.

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L1311-5 à L1311-7, L2122-22 et 23, L2212-2, L2213-6 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), et notamment les articles L2122-1 et suivants ;

VU l'ordonnance du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et la nouvelle réglementation d'octroi de titres d'occupation ayant pour objet l'exploitation d'une activité économique, que la commune est tenue de mettre en œuvre ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 26 mai 2020 donnant délégation au Maire pour fixer le montant des droits de place et pour décider de la conclusion et de la révision du louage de choses ;

VU l'avis favorable de la Commune à la demande présentée du bénéficiaire sollicitant le **renouvellement amiable** de son autorisation d'occuper temporairement le domaine public à Ouistreham afin d'installer et d'exploiter une activité foraine sédentaire ;

CONSIDERANT que cette activité participe à l'animation et au développement économique de la commune ;

CONSIDERANT que l'occupation sollicitée est compatible avec la destination du domaine public et qu'aucune activité similaire n'existe dans le proche environnement ;

CONSIDERANT que la présente autorisation ne pourra être effective qu'au terme de la publicité relative au renouvellement de l'autorisation accordée au bénéficiaire pour l'installation et d'exploitation d'une activité foraine sédentaire sur le domaine public de Ouistreham, qui se fera par affichage en mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune pour une durée de 15 jours après la signature des présentes, et sans qu'aucune réclamation de la part d'un concurrent n'ait été déposée pendant la période d'affichage de l'octroi de l'occupation du domaine public sollicitée ;

Entre les soussignés :

- **La COMMUNE DE OUISTREHAM**, représentée par Monsieur Romain BAIL, Maire de OUISTREHAM, agissant par délégation en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020, ci-après désignée « la Commune », d'une part,
- **& Monsieur David DESCLOS**, domicilié 13, Rue de Saint-Aubin 14880 COLLEVILLE-MONTGOMERY, Immatriculation /SIRET : Code NAF : ci-après désigné « le Preneur » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention règle les modalités d'occupation des locaux mis à la disposition du Preneur par la Commune.

I – DISPOSITIONS GENERALES**ARTICLE 2. Objet de la mise à disposition**

La Commune met à disposition du Preneur, qui l'accepte, un emplacement sur le port de Ouistreham sous le régime précaire de l'occupation temporaire du domaine public dans le cadre d'une activité commerciale, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation	MANEGE DE LA PLAGE (ex. MANEGE DU SQUARE)
Parcelle/emplacement	Parcelle aménagée sur le domaine public / Esplanade Lofi (cf. plan en annexe)
Surface	145 mètres carrés environ pour l'installation du manège et de sa caisse
destination	Maintien et exploitation d'une activité foraine sédentaire
Descriptif/équipements	Manège pour enfants (diam.max.12m)

Le bénéficiaire est tenu de n'occuper que l'emplacement qui lui est réservé, pour la surface mentionnée ; l'emplacement est mis à disposition vide de tout équipement.

ARTICLE 3. Destination de l'emplacement

La mise à disposition est consentie aux fins de l'installation, du maintien et de l'exploitation des équipements visés à l'article 1, sous l'enseigne « L'UNIVERS 2000 », sous les réserves qui suivent.

Le Preneur ne pourra exercer sur ledit emplacement une activité autre que celle définie au présent article, sauf accord exprès et écrit de la Commune.

ARTICLE 4. Caractère personnel de la mise à disposition

La présente autorisation est rigoureusement personnelle, et à ce titre :

- Le Preneur sera tenu d'occuper et exploiter personnellement l'emplacement mis à disposition.
- **LES DROITS A LA PRESENTE AUTORISATION NE SONT AUCUNEMENT CESSIBLES** : toute cession ou toute sous-location, sous quelque forme que ce soit, est interdite – **sauf consentement exprès et écrit de la Commune**.

Dans le cas où le bénéficiaire souhaiterait céder son fonds, cette cession n'offrira aucune garantie de transmission de l'emplacement à son successeur.

Toute cession ou sous-location consentie au mépris de cette clause générera la révocation de la présente mise à disposition, et de fait la nullité de ladite cession ou sous-location.
- Le Preneur est responsable des conséquences de toute occupation de l'emplacement qui ne serait pas autorisée par la Commune et/ou dont celle-ci n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 5. Installation du Bénéficiaire

- 5.1 -** Le Preneur prend l'emplacement décrit à l'article 2 dans l'état où le tout se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucun recours possible.
- 5.2 -** Dans l'éventualité où, pour des motifs d'intérêt public, l'emplacement mis à disposition devrait être modifié, soit avant, soit après l'installation, le Preneur s'engage dans le délai qui lui sera imparti à se réinstaller au nouvel emplacement et ce, sans pouvoir prétendre à indemnité ou diminution du montant de sa redevance. De son côté, la municipalité prendra toutes dispositions pour que ce nouvel emplacement soit placé le plus près possible de celui initialement concédé.
- 5.3 -** La présente autorisation autorise l'accès au domaine public des véhicules éventuellement nécessaires au montage et au démontage des structures et équipements liés à l'activité.

ARTICLE 6. Règles applicables aux occupations du domaine public à caractère commercial

- 6.1.** La présente autorisation relève de la réglementation des occupations du domaine public à caractère commercial, en application du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques. ;

A ce titre, il est procédé à la publicité de l'octroi de l'autorisation, par affichage en mairie et sur le site internet de la commune (www.ouistreham-rivabella.fr), pendant une durée de 15 jours.
- 6.2.** En cas de renouvellement amiable, la nouvelle convention sera considérée comme **prolongation de l'autorisation existante**, sans que sa durée ne puisse excéder celle prévue à l'article L2122-2 du CG3P. Il est procédé à une publicité préalable pour informer le public de ce renouvellement et, en l'absence de toute remarque ou intérêt pertinent émanant d'un tiers, au terme de cette publicité, l'autorisation peut être reconduite et une nouvelle convention est établie.
- 6.3.** En cas de non renouvellement de la présente convention avec le même bénéficiaire, l'autorisation d'occuper le domaine public sera soumise à un nouvel appel à candidature dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence, conformément à la réglementation des occupations du domaine public à caractère économique et/ou commercial et notamment l'article L2122-1 et suivants du CG3P.

II – CONDITIONS PARTICULIERES D'UTILISATION ET DE JOUISSANCE**ARTICLE 7. Usage de l'emplacement****7.1 -** Le preneur dispose du bien de manière limitée.

Il ne peut en faire un usage interdit par la loi et le règlement ou qui serait contraire à la destination pour laquelle le bien est mis à sa disposition.

7.2 - La Commune s'engage à assurer au Preneur la jouissance paisible de l'emplacement.**7.3 - Cas particulier des émissions sonores :** Les émissions sonores notamment musicales, effectuées à l'aide d'amplificateurs et de hauts parleurs, sont admises, dans les limites autorisées en intensité mesurée en décibels, par dérogation :

- les jours ouvrables de 9 heures à 22 heures,
- les samedis, dimanches, jours fériés et veilles de jours fériés de 9 heures à 23 heures.

ARTICLE 8. Gestion et entretien de l'emplacement et des équipements**8.1. Travaux :**

- Pendant toute la durée de l'occupation, le Preneur aura à sa charge exclusive toutes les transformations et réparations nécessitées par l'exercice de son activité et ne pourra exiger aucune remise en état ni exercer aucun recours contre la Commune pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de constatation d'un vice de nature à rendre impropre sa destination, tel qu'une pollution du site.
- Le Preneur fait son affaire personnelle des travaux de mise en conformité des lieux et de ses équipements avec les règlements sanitaires et de sécurité ; il supportera toutes réparations qui deviendraient nécessaires par suite soit de défaut d'exécution des réparations à sa charge, soit de dégradations résultant de son fait ou de celui de son personnel ou de sa clientèle.
- Le Preneur ne pourra rien faire ni laisser rien faire qui puisse détériorer les lieux mis à disposition.

Seules les installations mobiles sont autorisées sur l'emplacement concédé. La pose d'éventaires est permise, sous réserve qu'il ne soit percé aucun trou dans le sol sous quelque prétexte que ce soit, le concessionnaire étant tenu responsable des dégâts occasionnés au sol. Ces éventaires devront avoir une profondeur maximum de deux mètres.

Il ne pourra faire sur l'emplacement aucun travail de construction ou de démolition sans le consentement exprès et écrit du maire ; en cas de méconnaissance par le bénéficiaire de cette obligation, tous les travaux, améliorations, embellissements et décors quelconques qui auront pu être faits par lui et à ses frais resteront à son départ, de quelque manière et à quelque époque qu'il arrive, la propriété de la Commune, sans aucune indemnité, à moins que celle-ci ne préfère demander, aux frais du Preneur, le rétablissement des lieux dans leur état primitif, principalement si les transformations opérées mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local.

- Le Preneur devra immédiatement prévenir la commune des dégradations et détériorations qui seraient faites et qui rendraient nécessaires des travaux incombant à la commune.
- Le Preneur qui a l'intention de faire des travaux d'aménagement ou d'amélioration des lieux doit soumettre son projet à la Commune **pour avis conforme et préalable**.

En cas d'avis favorable, le Preneur est tenu de se conformer au projet soumis à l'avis et à toutes les prescriptions éventuelles de la commune, ainsi qu'au contrôle des services compétents ; tous les coûts inhérents à ces travaux, tant au niveau de leur réalisation que des études préalables, contrôles et frais divers, restent à la charge du Preneur qui ne pourra prétendre à aucune indemnité ni diminution de loyer, ni interruption de paiement du loyer, quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, sauf le cas de force majeure.

- Dans le cas où la commune jugerait nécessaire d'effectuer des travaux sur l'emplacement ou à proximité, le Preneur est tenu de les laisser exécuter, quelle qu'en soit la durée et sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ou dédommagement.

La commune est tenue de prévenir le Preneur 15 jours avant le début des travaux ; ce délai peut être réduit en cas d'urgence pour raisons de sécurité.

Si ces réparations durent plus de 40 jours, le loyer sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont le locataire aura été privé. A ce titre, le Preneur devra informer immédiatement la Commune de tout sinistre et des dégradations se produisant dans les lieux loués, même s'il n'en résulte aucun dommage apparent.

La Commune s'engage à Informer le Preneur de toute modification de la chose louée et lui proposer, le cas échéant, une diminution correspondante de loyer ou de charges.

8.2. Entretien :

- Le Preneur est tenu de maintenir l'emplacement, le métier/le stand, et le matériel dans sa totalité en parfait état de propreté, d'entretien et de fonctionnement ; faute de quoi, la Commune, après une simple mise en demeure par lettre recommandée, pourra faire procéder d'office au nettoyage aux frais du Bénéficiaire.
- Le Preneur exécutera toutes les petites réparations et travaux nécessaires pour maintenir les lieux et les équipements en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations, qu'il les ait lui-même installées ou non.

ARTICLE 9. Fourniture énergies/ eau potable

- 9.2 -** Pour le bon exercice de son activité et les besoins de l'exploitation de son équipement, le Preneur est autorisé à se raccorder au réseau électrique propriété de la commune le plus proche, qui est mis à sa disposition pendant toute la durée de l'occupation.
- 9.3 -** Le montant des charges liées à la fourniture électrique (abonnement et consommations) est compris dans le montant de la redevance.
- 9.4 -** Le Preneur est responsable des consommations liées à son exploitation ; il veillera à limiter l'accès au branchement et s'assurera de la bonne fermeture des réseaux en fin d'exploitation.

ARTICLE 10. Publicité et enseignes

- 10.1.** La publicité est subordonnée à l'accord préalable du Maire ou de son représentant, qu'elle se fasse par voie d'affiches ou par panneaux.
- 10.2.** Le Preneur pourra apposer toute enseigne lumineuse ou non et ce sous son entière responsabilité et sauf à se soumettre aux prescriptions administratives en réglementant la pose et l'usage et à acquitter toutes taxes pouvant être dues à ce sujet, le dossier d'installation devra toutefois être soumis préalablement à la ville pour accord. Cette enseigne devra être solide et entretenue en bon état. Son installation sera faite aux risques et périls du Preneur qui sera seul responsable des accidents que sa pose ou son existence pourrait occasionner.

III – DUREE DE LA MISE A DISPOSITION**ARTICLE 11. Durée**

La présente convention à caractère précaire et révocable est conclue pour la période du 1^{er} février au 30 septembre 2023, soit pour une durée de 8 mois, dont 2 mois en haute saison.

Le concessionnaire sera tenu d'exercer son activité sur l'emplacement concédé durant cette période (hors période de montage et démontage du manège) sans interruption.

A la date d'expiration, l'autorisation cessera de plein droit. L'administration aura la faculté de la renouveler sur la demande du permissionnaire.

ARTICLE 12. Caractère précaire de l'autorisation

La présente autorisation est concédée à titre précaire et révocable.

La ville pourra modifier ou mettre fin à tout moment et unilatéralement à la concession, pour motif d'intérêt général et notamment dans le cas où le syndicat Ports de Normandie reprendrait son autorisation d'occuper le domaine public, sans que le Preneur puisse se prévaloir de l'application des dispositions législatives régissant les baux commerciaux.

Dans le cas de ce retrait, la redevance pourra être remboursée pour partie au Preneur, au prorata du temps d'occupation restant à couvrir (pour un minimum d'un mois restant). La décision reste à la discrétion de la Commune.

Le retrait de la concession interviendra de plein droit si le Preneur contrevient aux dispositions du présent cahier des charges, notamment en cas de non règlement de la redevance aux échéances prévues ou de cession sans autorisation, sans préjudice, s'il y a lieu, des poursuites pour délit de grande voirie et sans que le Preneur puisse prétendre à aucune indemnité ni dédommagement.

ARTICLE 13. Fin de la mise à disposition**13.1 - Reprise des parcelles à l'initiative de la Commune**

La Commune s'engage à accompagner le Preneur dans sa recherche d'un autre espace dans l'éventualité où la présente parcelle devrait être réquisitionnée ou serait rendue indisponible pour des motifs d'intérêt public et/ou général.

13.2 - Renoncement du Bénéficiaire

Le Preneur qui, pour une raison quelconque, entendrait renoncer définitivement à ses droits avant le terme de la convention, devra solliciter la fin de l'autorisation auprès de Monsieur le Maire de Ouistreham en respectant un préavis de 2 mois.

Dans le cadre d'un renoncement avant terme, le Preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni aucun remboursement de redevance.

En cas de renonciation et donc de non renouvellement de la présente convention avec le même Preneur, l'autorisation d'occuper le domaine public sera soumise à un nouvel appel à candidature, conformément à la réglementation des occupations du domaine public à caractère économique et/ou commercial.

13.3 - Fin d'occupation et remise en état

En cas de révocation ou de cessation de l'occupation pour quelque raison que ce soit, le Preneur rendra les lieux en l'état où il les aura trouvés à la date de sa première occupation ; constat sera fait à l'état des lieux de sortie établi avec les services municipaux.

Le Preneur dispose de 2 mois à compter de la date établie de sa fin d'occupation pour remettre les locaux en état conforme à l'état des lieux d'entrée.

En cas de non-respect de cette clause, la commune pourra procéder d'office à la remise en état et exiger du Preneur le remboursement des frais engagés pour cette remise en état.

Dans le cas où le Preneur, avec l'accord écrit de la Commune, renonce à son obligation de démonter ses installations et vider les lieux dans le délai fixé, ses biens et équipements deviennent propriété de la commune sans aucune indemnité pour le Preneur qui y renonce de fait au profit de la Commune.

A sa sortie, le Preneur est tenu de rendre toutes les clefs et autres titres d'accès qui auraient pu lui être confiés du fait de son autorisation.

La remise des clés ou leur acceptation par la commune ne pourra en aucun cas valoir décharge au Preneur des réparations dont il peut être tenu et des loyers et charges restant dus.

Le Preneur s'engage à ne pas déménager sans s'être conformé à ses obligations, ni sans avoir auparavant présenté au bailleur les quittances justifiant du paiement de ses charges.

IV – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 14. Redevance due par le Preneur

La mise à disposition de l'emplacement désigné à l'article 1 est consentie en contrepartie du versement d'une redevance, fixée à HUIT MILLE CINQ CENT SOIXANTE euros (8 560€) hors taxes, fourniture électrique comprise, calculée sur la base suivante :

Equipement/objet	Base calcul du coefficient de base (durée)	Coeff. de base	Tarif mensuel	Total année N
		a	b	a x b
1- manège + fourniture électrique	6 mois BS +2 mois HS	10	1070€	10 700€
Ristourne	Mois double HS	2	1070€	- 2 140€
Total saison :			8 560€	

Le paiement s'effectuera auprès de Monsieur le Receveur Municipal - Trésorerie de Ouistreham - par chèque barré, virement postal ou bancaire à l'ordre du Trésor Public, en quatre versements égaux, le premier versement devant être opéré en mairie dès la signature de la présente et les suivants au 15 juillet, 15 août et 15 septembre de l'année d'exploitation.

ARTICLE 15. Impôts et charges

15.1 - Les droits auxquels pourrait donner lieu la présente convention sont à la charge du Preneur. Celui-ci s'engage à acquitter tous les impôts, contributions, taxes professionnelles lui incombant personnellement, de manière à ce que la Commune ne soit pas inquiétée à ce sujet.

15.2 - Les consommations d'eau et d'électricité sont comprises dans le loyer.

15.3 - Le Preneur est assujéti à toutes taxes inhérentes à la publicité et aux enseignes.

15.4 - Il devra justifier de l'acquit de ses charges, impôts et taxes à la commune à toute réquisition, et notamment en fin de contrat et avant tout enlèvement d'objets mobiliers, matériel et marchandises.

V – POLICE, SECURITE ET RESPONSABILITE

ARTICLE 16. Obligation réglementaires - généralités

Le Preneur s'engage à user paisiblement de l'emplacement suivant la destination qui lui est donnée.

Dans le cadre de son activité, il est tenu de se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police, etc., relatives à la tranquillité et au maintien de l'ordre public, à l'hygiène, à la santé publique et à la protection de l'environnement, sans que cette liste soit exhaustive.

D'une façon générale, le Preneur devra satisfaire à toutes les charges et obligations de Ville et de Police auxquelles l'exploitation pourrait donner lieu - notamment celles relatives à la sécurité des biens et des personnes et respecter strictement les prescriptions de l'arrêté municipal en date du 1er décembre 1972 approuvé le 15 décembre 1972, dont il déclare avoir parfaite connaissance.

ARTICLE 17. Contrôle et Sécurité

Le Preneur est tenu de faciliter toutes les visites et inspections que la Commune jugerait utile. De même, il est tenu de laisser pénétrer sur son emplacement tout agent public qui en solliciterait l'accès pour les besoins de ses missions.

Le Preneur est responsable de la conformité, de la surveillance et de la mise en sécurité de ses installations et équipements. Il fournira les barrières de protection qu'il jugera nécessaires à la sécurité de ses usagers et du public.

ARTICLE 18. Assurances

18.1 - Le Preneur est tenu de s'assurer auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, pour couvrir tous les dommages aux biens dont il est propriétaire ou dépositaire et les recours des voisins et tiers, ce pendant toute la durée de l'autorisation, ce pendant toute la durée de sa jouissance.

- 18.2 -** De la même façon, le Preneur est tenu de souscrire une police d'assurance en responsabilité civile pour se garantir contre les risques de toute nature pouvant résulter de son activité et de l'installation de ses équipements, et couvrir les sinistres vis-à-vis des tiers dont il pourrait être tenu responsable, personnellement ou du fait de ses employés, intermédiaires ou clients/usagers.
- 18.3 -** Le Preneur justifiera de ces assurances et de l'acquit régulier des primes à toute réquisition de la commune, ce dès son installation.
- 18.4 -** Le cas échéant, le Preneur devra rembourser à la commune toutes primes ou surprimes d'assurances qui viendraient à être réclamées à la commune du fait de l'exercice de son activité.

ARTICLE 19. Responsabilité

19.1 - Responsabilité du Preneur :

Le Preneur reste responsable de tout dommage causé par son fait, par celui des personnes dont il doit répondre, de sa clientèle ou du fait de ses installations ou des choses qu'il a sous sa garde. Ainsi, il est tenu de réparer tous dommages ou dégradations dont il est tenu responsable, sous peine de poursuites.

En ce qui concerne plus particulièrement l'exploitation d'une attraction, la responsabilité civile du Preneur sera engagée à l'exclusion de celle de la commune, du fait de la mise en place, de l'existence et du fonctionnement des installations, qui doivent toujours être tenues en bon état de d'entretien dans le respect des normes de sécurité pour éviter tout accident.

Le Preneur est responsable de la surveillance de son emplacement et de tous les biens et installations qui pourraient y exister.

19.2 - Responsabilité de la Commune :

La responsabilité de la ville sera entièrement dégagée pour tout ce qui concerne l'occupation l'emplacement et l'activité du Preneur, notamment en cas de vol ou détérioration, sans que cette énumération soit limitative. Notamment, la commune décline toute responsabilité :

- pour les dommages, vols ou dégradations que le Preneur pourrait éprouver ou causer, ce dernier déclarant expressément accepter cette dérogation à toute jurisprudence contraire qui pourrait prévaloir ;
- Dans le cas où, par fait de force majeure, il y aurait interruption de fourniture de gaz, d'eau, d'électricité, etc.

VI – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 20 : Conditions suspensives et clauses résolutoires

- 20.1 -** La présente autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations, notamment celles liées au code de l'urbanisme.

La présente autorisation est soumise à la réglementation de l'occupation du domaine public à caractère économique et commercial et de ce fait à la mise en concurrence et à la publicité de son octroi. Elle ne sera effective qu'au terme de la publicité de la signature des présentes, sans qu'aucun autre concurrent ne se soit fait connaître, n'ait présenté une quelconque réclamation ou n'ait marqué un quelconque intérêt pour l'emplacement.

La Commune ne peut pas être reconnue responsable en cas d'une sélection régulière défavorable au bénéficiaire, notamment dans le cas d'une demande de renouvellement de sa part ou de mutation à son successeur.

- 20.2 -** La présente convention peut être dénoncée par la Commune à tout moment pour motif d'intérêt général, en cas de force majeure ou pour des motifs sérieux : dans ce cas, la redevance serait alors remboursée au Preneur au prorata du temps d'occupation restant à couvrir.

- 20.3 -** La convention sera résiliée de plein droit, par simple lettre recommandée si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention, notamment en cas de non règlement de la redevance aux échéances prévues. Dans ce cas, le Preneur s'engage à libérer les lieux dans les huit jours de la réception de la mise en demeure, sans pouvoir prétendre à indemnité et sans préjudice de celle que pourrait demander la commune.

ARTICLE 21. Litiges et voies de recours

En cas de litige, les parties veilleront à trouver une solution amiable par l'intermédiaire d'un médiateur désigné de commun accord.

A défaut d'accord amiable, l'une ou l'autre des parties ou tout tiers qui désire contester la décision peut saisir le Tribunal administratif compétent pour un recours contentieux dans les 2 mois qui suivent la notification de la présente décision ou l'accomplissement de la dernière formalité de publicité prévue à l'article R2124-11 du CG3P.

En cas de demande de recours gracieux saisi auprès du Maire de la Commune, auteur de la décision, le délai de recours contentieux commence à compter de la réponse de la Commune. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

ARTICLE 22. Annexes

- Plan de situation

Le Preneur,
Monsieur David DESCLOS
Notifié le : 2023.03.17 à 15h40

OUISTREHAM, le 25 janvier 2023,



la Commune de OUISTREHAM,
Le Maire,
Romain BAIL

MANEGE DE LA PLAGE

Légende

- Bureau d'information touristique de?
- La Piscine Aquabella

Galérie d'Art Christian Delobel

Stations Bee's vélos électriques...

Bureau d'information touristique de...

L'Américain

La Piscine Aquabella

L'Accostage • Brasserie • Restaurant

REÇU EN PREFECTURE

le 17/03/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-2114 04884-2023 0313-AP2023 0313_

Mis en ligne le 17/03/2023 à 15h40

Station VéloLib

Google Earth

© 2022 Google

30 m

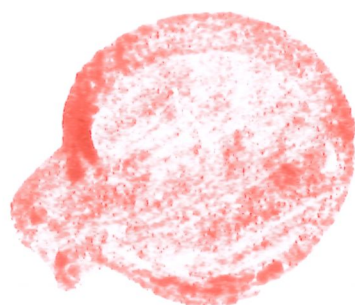
Mis en ligne le 17/03/2023 à 15h40

REÇU EN PREFECTURE

le 17/03/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-2114 04884-2023 0313-AP2023 0313_





Réf. Secrétariat Général
secretariat.general@ville-ouistreham.fr
 Hôtel de Ville – Place A. Lemarignier
 BP 102 - 14150 Ouistreham
 Tél. 02.31.97.73.25 – Fax. 02.31.97.73.39
www.ouistreham-rivabella.fr

Objet/titre de la convention :

Autorisation temporaire d'occupation du domaine public communal en vue d'une activité commerciale saisonnière de loisirs

TRAMPOLINES DE LA PLAGE

Entrée de la plage / poste de secours n°1
Année 2023

Liminaire :

La Commune souhaite proposer sur le territoire communal des attractions et autres activités commerciales qui permettent par ailleurs d'animer et de valoriser le front de mer et la plage. Ces activités sont soumises à autorisation d'occupation du domaine public, dans le respect de la réglementation des occupations du domaine public à caractère économique.

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L1311-5 à L1311-7, L2122-22 et 23, L2212-2, L2213-6 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), et notamment les articles L2122-1 et suivants ;

VU l'ordonnance du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et la nouvelle réglementation d'octroi des titres d'occupation ayant pour objet l'exploitation d'une activité économique, que la commune est tenue de mettre en œuvre ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 26 mai 2020 donnant délégation au Maire pour fixer le montant des droits de place et pour décider de la conclusion et de la révision du louage de choses ;

VU l'avis favorable de la Commune à la demande présentée par M. BLIN sollicitant le renouvellement amiable de son autorisation d'occuper temporairement le domaine public à Ouistreham afin d'installer et d'exploiter une activité touristique en entrée de plage de Ouistreham ;

CONSIDERANT que cette activité participe à l'animation et au développement économique de la commune ;

CONSIDERANT que l'occupation sollicitée est compatible avec la destination du domaine public et qu'aucune activité similaire n'existe dans le proche environnement ;

CONSIDERANT que la présente autorisation en pourra être effective qu'au terme de la publicité relative au renouvellement de l'autorisation accordée à M. BLIN pour l'installation et d'exploitation d'une activité touristique de loisirs sur le domaine public de Ouistreham, qui se fera par affichage en mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune pour une durée de 10 jours après la signature des présentes, et sans qu'aucune réclamation de la part d'un concurrent n'ait été déposée pendant la période d'affichage de l'octroi de l'occupation du domaine public sollicitée ;

Entre les soussignés :

- **La COMMUNE DE OUISTREHAM**, représentée par Monsieur Romain BAIL, Maire de OUISTREHAM, agissant par délégation en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020, ci-après désignée « la Commune », d'une part,
- **& la Société BLIN**, représentée par Monsieur Jacques-Olivier BLIN-GUILLEMARD, domicilié 2 chemin des Arguilliers à SAINT-GATIEN DES BOIS (14130), immatriculée au registre du commerce
 SIRET : 332 068 980 000 58 Code NAF : 9329Z
 ci-après désignée « le Preneur » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention règle les modalités d'occupation d'un espace mis à la disposition du Preneur par la Commune.

I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE I-1. Objet de la mise à disposition

La Commune met à disposition du Preneur, qui l'accepte, un emplacement sur la plage de Ouistreham sous le régime précaire de l'occupation temporaire du domaine public dans le cadre d'une activité commerciale, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation	EMPLACEMENT TRAMPOLINES DE LA PLAGE
Réf.	AOT-PL2 – 2023 / AOT.dom.pub.de la plage
Parcelle/emplacement	parcelle du domaine public sise en entrée de Plage , à l'est de l'entrée de la promenade de l'Esplanade Lofi qui mène au poste de secours n°1.
surface	100 mètres carrés (10m x 10m)
destination	Maintien et exploitation d'une activité commerciale de loisirs sur la plage
Descriptif/équipements	structure constituée de quatre trampolines assistés par élastique

Le bénéficiaire est tenu de n'occuper que l'emplacement qui lui est réservé, pour la surface mentionnée ; l'emplacement est mis à disposition vide de tout équipement.

ARTICLE I-2. Destination des biens loués

Cette concession est consentie aux fins du maintien et de l'exploitation d'un équipement de loisirs de type trampolines, sous les réserves qui suivent.

Le Preneur ne pourra exercer sur ledit emplacement une activité autre que celle définie au présent article, sauf accord exprès et écrit de la Commune.

ARTICLE I-3. Caractère personnel de la mise à disposition

La présente autorisation est rigoureusement personnelle, et à ce titre :

- Le Preneur sera tenu d'occuper et exploiter personnellement l'emplacement mis à disposition.
- **LES DROITS A LA PRESENTE AUTORISATION NE SONT AUCUNEMENT CESSIBLES** : toute cession ou toute sous-location, sous quelque forme que ce soit, est interdite – **sauf consentement exprès et écrit de la Commune.**

Dans le cas où le bénéficiaire souhaiterait céder son fonds, cette cession n'offrira aucune garantie de transmission de l'emplacement à son successeur.

Toute cession ou sous-location consentie au mépris de cette clause générera la révocation de la présente mise à disposition, et de fait la nullité de ladite cession ou sous-location.

- Le Preneur est responsable des conséquences de toute occupation de l'emplacement qui ne serait pas autorisée par la Commune et/ou dont celle-ci n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE I-4. Installation du Bénéficiaire

- a. Le Preneur prend l'emplacement décrit à l'article 1 dans l'état où le tout se trouve le jour de l'entrée en jouissance, tel que décrit dans l'état des lieux établi à la remise des clefs, sans aucun recours possible.
- b. Dans l'éventualité où, pour des motifs d'intérêt public, l'emplacement mis à disposition devrait être modifié, soit avant, soit après l'installation, le Preneur s'engage dans le délai qui lui sera imparti à se réinstaller au nouvel emplacement et ce, sans pouvoir prétendre à indemnité ou diminution du montant de sa redevance. De son côté, la municipalité prendra toutes dispositions pour que ce nouvel emplacement soit placé le plus près possible de celui initialement concédé.
- c. La présente autorisation autorise l'accès au domaine public des véhicules éventuellement nécessaires au montage et au démontage des structures et équipements liés à l'activité.

ARTICLE I-5. Règles applicables aux occupations du domaine public à caractère commercial

- I-5.1. La présente autorisation relève de la réglementation des occupations du domaine public à caractère commercial, en application du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques. ;

A ce titre, il est procédé à la publicité de l'octroi de l'autorisation, par affichage en mairie et sur le site internet de la commune (www.ouistreham-rivabella.fr), pendant une durée de 15 jours.

I-5.2. En cas de renouvellement, la nouvelle convention sera considérée comme prolongation de l'autorisation existante, sans que sa durée ne puisse excéder celle prévue à l'article L2122-2 du CG3P. Il est procédé à une publicité préalable pour informer le public de ce renouvellement et, en l'absence de toute remarque ou intérêt pertinent émanant d'un tiers, au terme de cette publicité, l'autorisation peut être reconduite et une nouvelle convention est établie.

I-5.3. En cas de non renouvellement de la présente convention avec le même bénéficiaire, l'autorisation d'occuper le domaine public sera soumise à un nouvel appel à candidature dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence, conformément à la réglementation des occupations du domaine public à caractère économique et/ou commercial et notamment l'article L2122-1-1 et suivants du CG3P.

II – DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

ARTICLE II-1. Durée

La présente convention à caractère précaire et révocable est conclue pour la période du 11 février au 5 novembre 2023, soit pour une durée calculée comme suit : 2 mois en haute saison (HS) et 6 mois et 23 jours en basse saison (BS).

Le concessionnaire sera tenu d'exercer son activité sur l'emplacement concédé sans interruption pendant la période du 1^{er} avril au 30 septembre inclus.

A la date d'expiration, l'autorisation cessera de plein droit. L'administration aura la faculté de la renouveler sur la demande du permissionnaire.

ARTICLE II-2. Caractère précaire de l'autorisation

La présente autorisation est concédée à titre précaire et révocable.

La ville pourra modifier ou mettre fin à tout moment et unilatéralement à la concession, pour motif d'intérêt général sans que le Preneur puisse se prévaloir de l'application des dispositions législatives régissant les baux commerciaux.

Dans le cas de ce retrait, la redevance pourra être remboursée pour partie au Preneur, au prorata du temps d'occupation restant à couvrir (pour un minimum d'un mois restant). La décision reste à la discrétion de la Commune.

Le retrait de la concession interviendra de plein droit si le Preneur contrevient aux dispositions du présent cahier des charges, notamment en cas de non règlement de la redevance aux échéances prévues ou de cession sans autorisation, sans préjudice, s'il y a lieu, des poursuites pour délit de grande voirie et sans que le Preneur puisse prétendre à aucune indemnité ni dédommagement.

ARTICLE II-3. Fin de la mise à disposition

II-3.1 - Reprise des locaux à l'initiative de la Commune

La Commune s'engage à accompagner le Preneur dans sa recherche d'un autre local dans l'éventualité où le présent local devrait être réquisitionné ou serait rendu indisponible pour des motifs d'intérêt public et/ou général.

II-3.2 - Renoncement du Bénéficiaire

Le Preneur qui, pour une raison quelconque, entendrait renoncer définitivement à ses droits avant le terme de la convention, devra solliciter la fin de l'autorisation auprès de Monsieur le Maire de Ouistreham en respectant un préavis de 2 mois.

Dans le cadre d'un renoncement avant terme, le Preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni aucun remboursement de redevance.

En cas de renonciation et donc de non renouvellement de la présente convention avec le même Preneur, l'autorisation d'occuper le domaine public sera soumise à un nouvel appel à candidature, conformément à la réglementation des occupations du domaine public à caractère économique et/ou commercial.

II-3.3 - Fin d'occupation et remise en état

En cas de révocation ou de cessation de l'occupation pour quelque raison que ce soit, le Preneur rendra les lieux en l'état où il les aura trouvés à la date de sa première occupation ; constat sera fait à l'état des lieux de sortie établi avec les services municipaux.

Le Preneur dispose de 2 mois à compter de la date établie de sa fin d'occupation pour remettre les locaux en état conforme à l'état des lieux d'entrée.

En cas de non-respect de cette clause, la commune pourra procéder d'office à la remise en état et exiger du Preneur le remboursement des frais engagés pour cette remise en état.

Dans le cas où le Preneur, avec l'accord écrit de la Commune, renonce à son obligation de démonter ses

installations et vider les lieux dans le délai fixé, ses biens et équipements deviennent propriété de la commune sans aucune indemnité pour le Preneur qui y renonce de fait au profit de la Commune.

A sa sortie, le Preneur est tenu de rendre toutes les clefs et autres titres d'accès qui auraient pu lui être confiés du fait de son autorisation.

La remise des clés ou leur acceptation par la commune ne pourra en aucun cas valoir décharge au Preneur des réparations dont il peut être tenu et des loyers et charges restant dus.

Le Preneur s'engage à ne pas déménager sans s'être conformé à ses obligations, ni sans avoir auparavant présenté au bailleur les quittances justifiant du paiement de ses charges.

III – CONDITIONS PARTICULIERES D'UTILISATION ET DE JOUISSANCE

ARTICLE III-1. Usage de l'emplacement

III-1.1 - Le preneur dispose du bien de manière limitée.

Il ne peut en faire un usage interdit par la loi et le règlement ou qui serait contraire à la destination pour laquelle le bien est mis à sa disposition.

III-1.2 - La Commune s'engage à assurer au Preneur la jouissance paisible de l'emplacement.

ARTICLE III-2. Gestion et entretien des locaux

III-2.1. Travaux :

➤ Pendant toute la durée de l'occupation, le Preneur aura à sa charge exclusive toutes les transformations et réparations nécessitées par l'exercice de son activité et ne pourra exiger aucune remise en état ni exercer aucun recours contre la Commune pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de constatation d'un vice de nature à rendre impropre sa destination, tel qu'une pollution du site.

➤ Le Preneur fait son affaire personnelle des travaux de mise en conformité des lieux et de ses équipements avec les règlements sanitaires et de sécurité ; il supportera toutes réparations qui deviendraient nécessaires par suite soit de défaut d'exécution des réparations à sa charge, soit de dégradations résultant de son fait ou de celui de son personnel ou de sa clientèle.

➤ Le Preneur ne pourra rien faire ni laisser rien faire qui puisse détériorer les lieux mis à disposition.

Seules les installations mobiles sont autorisées sur l'emplacement concédé. La pose d'éventaires est permise, sous réserve qu'il ne soit percé aucun trou dans le sol sous quelque prétexte que ce soit, le concessionnaire étant tenu responsable des dégâts occasionnés au sol. Ces éventaires devront avoir une profondeur maximum de deux mètres.

Il ne pourra faire sur l'emplacement aucun travail de construction ou de démolition sans le consentement exprès et écrit du maire ; en cas de méconnaissance par le bénéficiaire de cette obligation, tous les travaux, améliorations, embellissements et décors quelconques qui auront pu être faits par lui et à ses frais resteront à son départ, de quelque manière et à quelque époque qu'il arrive, la propriété de la Commune, sans aucune indemnité, à moins que celle-ci ne préfère demander, aux frais du Preneur, le rétablissement des lieux dans leur état primitif, principalement si les transformations opérées mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local.

➤ Le Preneur devra immédiatement prévenir la commune des dégradations et détériorations qui seraient faites et qui rendraient nécessaires des travaux incombant à la commune.

➤ Le Preneur qui a l'intention de faire des travaux d'aménagement ou d'amélioration des lieux doit soumettre son projet à la Commune pour avis conforme et préalable.

En cas d'avis favorable, le Preneur est tenu de se conformer au projet soumis à l'avis et à toutes les prescriptions éventuelles de la commune, ainsi qu'au contrôle des services compétents ; tous les coûts inhérents à ces travaux, tant au niveau de leur réalisation que des études préalables, contrôles et frais divers, restent à la charge du Preneur qui ne pourra prétendre à aucune indemnité ni diminution de loyer, ni interruption de paiement du loyer, quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, sauf le cas de force majeure.

La Commune s'engage à ne pas s'opposer aux aménagements réalisés par le locataire, dès lors que ceux-ci ne constituent pas une transformation de la chose louée.

➤ Dans le cas où la commune jugerait nécessaire d'effectuer des travaux sur l'emplacement ou à proximité, le Preneur est tenu de les laisser exécuter, quelle qu'en soit la durée et sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ou dédommagement.

La commune est tenue de prévenir le Preneur 15 jours avant le début des travaux ; ce délai peut être réduit en cas d'urgence pour raisons de sécurité.

Si ces réparations durent plus de 40 jours, le loyer sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont le locataire aura été privé. A ce titre, le Preneur devra informer immédiatement la Commune de tout sinistre et des dégradations se produisant dans les lieux loués, même s'il n'en résulte aucun dommage apparent.

La Commune s'engage à Informer le Preneur de toute modification de la chose louée et lui proposer, le cas échéant, une diminution correspondante de loyer ou de charges.

III-2.2. Entretien :

- Le Preneur est tenu de maintenir l'emplacement, le métier/le stand, et le matériel dans sa totalité en parfait état de propreté, d'entretien et de fonctionnement ; faute de quoi, la Commune, après une simple mise en demeure par lettre recommandée, pourra faire procéder d'office au nettoyage aux frais du Bénéficiaire.
- Le Preneur exécutera toutes les petites réparations et travaux nécessaires pour maintenir les lieux et les équipements en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations, qu'il les ait lui-même installées ou non.

ARTICLE III-3. Fourniture énergies / eau potable

III-3.1 - Pour le bon exercice de son activité et les besoins de l'exploitation de son équipement, le Preneur est autorisé à se raccorder au réseau électrique propriété de la commune le plus proche (au poste de plage), qui est mis à sa disposition pendant toute la durée de l'occupation.

III-3.2 - Le remboursement des charges liées à la fourniture électrique (abonnement et consommations) est compris dans le montant de la redevance.

III-3.3 - Le Preneur est responsable de ses consommations en énergie liées à son exploitation ; il veillera à limiter l'accès au branchement et s'assurera de l'extinction de ses équipements à la fermeture de leur exploitation.

ARTICLE III-4. Publicité et enseignes

III-4.1. La publicité est subordonnée à l'accord préalable du Maire ou de son représentant, qu'elle se fasse par voie d'affiches ou par panneaux.

III-4.2. Le Preneur pourra apposer toute enseigne lumineuse ou non et ce sous son entière responsabilité et sauf à se soumettre aux prescriptions administratives en réglementant la pose et l'usage et à acquitter toutes taxes pouvant être dues à ce sujet, le dossier d'installation devra toutefois être soumis préalablement à la ville pour accord. Cette enseigne devra être solide et entretenue en bon état. Son installation sera faite aux risques et périls du Preneur qui sera seul responsable des accidents que sa pose ou son existence pourrait occasionner.

IV – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE IV-1. Redevance due par le Preneur

La mise à disposition de l'emplacement désigné à l'article 1 est consentie en contrepartie du versement d'une redevance, fixée à MILLE QUATRE CENT DIX euros (1.410€), fourniture électrique comprise, établie sur la base suivante :

période	Nb de Mois /J	Tarif mois/jour	Total année N
HS – haute saison	2 M	265€	530€
BS – basse saison	6 M	130€	780€
	23 J	4.35€	100.05€

Non comptés			
Ristourne supplémentaire	: arrondi à l'unité inférieure		-0.05€

Total saison :	1.410 €
----------------	---------

Le paiement s'effectuera par chèque barré, virement postal ou bancaire à l'ordre du Trésor Public, en deux versements égaux, le premier versement devant être opéré en mairie dès la signature de la présente et le suivant au 31 juillet de l'année d'exploitation auprès du Service de Gestion Comptable de Caen.

ARTICLE IV-2. Impôts et charges

IV-2.1 - Les droits auxquels pourrait donner lieu la présente convention sont à la charge du Preneur. Celui-ci s'engage à acquitter tous les impôts, contributions, taxes professionnelles lui incombant personnellement, de manière à ce que la Commune ne soit pas inquiétée à ce sujet.

IV-2.2 - Le Preneur est assujéti à toutes taxes inhérentes à la publicité et aux enseignes.

IV-2.3 - Il devra justifier de l'acquit de ses impôts et taxes à la commune à toute réquisition, et notamment en fin de contrat et avant tout enlèvement d'objets mobiliers, matériel et marchandises.

V – POLICE, SECURITE ET RESPONSABILITE**ARTICLE V-1. Obligation réglementaires - généralités**

Le Preneur s'engage à user paisiblement de l'emplacement suivant la destination qui lui est donnée.

Dans le cadre de son activité, il est tenu de se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police, etc., relatives à la tranquillité et au maintien de l'ordre public, à l'hygiène, à la santé publique et à la protection de l'environnement, sans que cette liste soit exhaustive.

D'une façon générale, le Preneur devra satisfaire à toutes les charges et obligations de Ville et de Police auxquelles l'exploitation pourrait donner lieu - notamment celles relatives à la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE V-2. Contrôle et Sécurité

Le Preneur est tenu de faciliter toutes les visites et inspections que la Commune jugerait utile. De même, il est tenu de laisser pénétrer sur son emplacement tout agent public qui en solliciterait l'accès pour les besoins de ses missions.

Le Preneur est responsable de la conformité, de la surveillance et de la mise en sécurité de ses installations et équipements. Il fournira les barrières de protection qu'il jugera nécessaires à la sécurité de ses usagers et du public.

ARTICLE V-3. Assurances

- a. Le Preneur est tenu de s'assurer auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, pour couvrir tous les dommages aux biens dont il est propriétaire ou dépositaire et les recours des voisins et tiers, ce pendant toute la durée de l'autorisation, ce pendant toute la durée de sa jouissance.
- b. De la même façon, le Preneur est tenu de souscrire une police d'assurance en responsabilité civile pour se garantir contre les risques de toute nature pouvant résulter de son activité et de l'installation de ses équipements. Et couvrir les sinistres vis-à-vis des tiers dont il pourrait être tenu responsable, personnellement ou du fait de ses employés, intermédiaires ou clients/usagers.
- c. Le Preneur justifiera de ces assurances et de l'acquit régulier des primes à toute réquisition de la commune, ce dès son installation.
- d. Le cas échéant, le Preneur devra rembourser à la commune toutes primes ou surprimes d'assurances qui viendraient à être réclamées à la commune du fait de l'exercice de son activité.

ARTICLE V-4. Responsabilité**V-4.1 - Responsabilité du Preneur :**

Le Preneur reste responsable de tout dommage causé par son fait, par celui des personnes dont il doit répondre, de sa clientèle ou du fait de ses installations ou des choses qu'il a sous sa garde. Ainsi, il est tenu de réparer tous dommages ou dégradations dont il est tenu responsable, sous peine de poursuites.

En ce qui concerne plus particulièrement l'exploitation d'une attraction, la responsabilité civile du Preneur sera engagée à l'exclusion de celle de la commune, du fait de la mise en place, de l'existence et du fonctionnement des installations, qui doivent toujours être tenues en bon état de d'entretien dans le respect des normes de sécurité pour éviter tout accident.

Le Preneur est responsable de la surveillance de son emplacement et de tous les biens et installations qui pourraient y exister.

V-4.2 - Responsabilité de la Commune :

La responsabilité de la ville sera entièrement dégagee pour tout ce qui concerne l'occupation l'emplacement et l'activité du Preneur, notamment en cas de vol ou détérioration, sans que cette énumération soit limitative. Notamment, la commune décline toute responsabilité :

- pour les dommages, vols ou dégradations que le Preneur pourrait éprouver ou causer, ce dernier déclarant expressément accepter cette dérogation à toute jurisprudence contraire qui pourrait prévaloir ;
- Dans le cas où, par fait de force majeure, il y aurait interruption de fourniture de gaz, d'eau, d'électricité, etc.

VI - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE VI-1. Conditions suspensives et clauses résolutoires

- a. La présente autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations, notamment celles liées au code de l'urbanisme.

La présente autorisation est soumise à la réglementation de l'occupation du domaine public à caractère économique et commercial et de ce fait à la mise en concurrence et à la publicité de son octroi. Elle ne sera effective qu'au terme de la publicité de la signature des présentes, sans qu'aucun autre concurrent ne se soit fait connaître, n'ait présenté une quelconque réclamation ou n'ait marqué un quelconque intérêt pour l'emplacement.

La Commune ne peut pas être reconnue responsable en cas d'une sélection régulière défavorable au bénéficiaire, notamment dans le cas d'une demande de renouvellement de sa part ou de mutation à son successeur.

- b. La présente convention peut être dénoncée par la Commune à tout moment pour motif d'intérêt général, en cas de force majeure ou pour des motifs sérieux : dans ce cas, la redevance serait alors remboursée au Preneur au prorata du temps d'occupation restant à couvrir.
- c. La convention sera résiliée de plein droit, par simple lettre recommandée si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention, notamment en cas de non règlement de la redevance aux échéances prévues. Dans ce cas, le Preneur s'engage à libérer les lieux **dans les huit jours de la réception de la mise en demeure**, sans pouvoir prétendre à indemnité et sans préjudice de celle que pourrait demander la commune.

ARTICLE VI-2. Litiges et voies de recours

En cas de litige, les parties veilleront à trouver une solution amiable par l'intermédiaire d'un médiateur désigné de commun accord.

A défaut d'accord amiable, l'une ou l'autre des parties ou tout tiers qui désire contester la décision peut saisir le Tribunal administratif compétent pour un recours contentieux dans les 2 mois qui suivent la notification de la présente décision ou l'accomplissement de la dernière formalité de publicité prévue à l'article R2124-11 du CG3P.

En cas de demande de recours gracieux saisi auprès du Maire de la Commune, auteur de la décision, le délai de recours contentieux commence à compter de la réponse de la Commune. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

ARTICLE VI-3. Annexes

- Plan de situation

OUISTREHAM, le 31 janvier 2023,

Le Preneur,

la Société BLIN,

Monsieur Jacques-Olivier BLIN-GUILLEMARD

Notifié le : 7/02/2023

Jacques-Olivier Blin-Guillemard

la Commune de OUISTREHAM,

Le Maire,

Romain BAILL



Mis en ligne le 17/03/2023 à 15h40

REÇU EN PREFECTURE

le 17/03/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-2114 04884-2023 0313-AP2023 0313_

Annexe AOT, PL2



Mis en ligne le 17/03/2023 à 15h40
REÇU EN PREFECTURE
le 17/03/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-2114 04884-2023 0313-AP2023 0313

Mis en ligne le 17/03/2023 à 15h40

REÇU EN PREFECTURE

le 17/03/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-2114 04884-2023 0313-AP2023 0313_



Réf Secrétariat Général

secretariat.general@ville-ouistreham.fr

Hôtel de Ville - Place A. Lemaignier

BP 102 - 14150 Ouistreham

Tél.02 31 97 73 25 - Fax 02 31 97 73 39

www.ouistreham-rivabella.fr

Objet/titre de la convention:

Autorisation d'occupation temporaire
du domaine public communal**DANSOIR KARINE SAPORTA**Salle de spectacle en plein air (type chapiteau)
Terrain des prairies de la mer- année 2023

Entre les soussignés :

- La **COMMUNE DE OUISTREHAM**, représentée par Monsieur Romain BAIL, Maire de OUISTREHAM, agissant par délégation en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020, ci-après désignée « la Commune », d'une part,
- & L'**ASSOCIATION « KASA »** - SIRET : 905 330 254 000 12, Code APE : 9499Z -, dont le siège social est sis Quai Georges Thierry à OUISTREHAM (14150), représentée par Madame Jacqueline BUET, sa Présidente, ci-après désignée « le Preneur » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV**ARTICLE 1. Objet de la convention**

Le Preneur a sollicité la Commune pour obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter un établissement recevant du public de type CTS (chapiteau MAGIC MIRROR) pour lequel il a obtenu un permis de construire provisoire. Cette autorisation a été accordée dans le cadre d'un partenariat et d'un accueil en résidence, qui est arrivé à échéance. Le Preneur a sollicité le renouvellement temporaire de son autorisation, l'autorité compétente ayant donné son accord de principe pour la période de 3 ans. L'emplacement attribué pour l'installation de cet établissement était sis pour partie sur le domaine privé (square du Marché) et pour partie sur le domaine public pour ce qui est de l'emprise de l'entrée de l'établissement, et notamment sur voirie (sur le trottoir de l'Avenue Andry). Cet emplacement devant faire l'objet d'importants travaux de réaménagement inclus dans un large projet de réaménagement de la place du marché, il a été convenu par les parties le déplacement et la réimplantation du Dansoir par une équipe spécialisée sur une partie du terrain des prairies de la mer (plan d'implantation en annexe).

La présente convention règle les modalités d'occupation du domaine privé mis à la disposition du Preneur par la Commune. Une seconde convention, de partenariat artistique, sera établie chaque année.

I - DISPOSITIONS GENERALES**ARTICLE I.1. Objet de la mise à disposition**

La Commune met à disposition du Preneur, qui l'accepte, sous le régime précaire de l'occupation temporaire, une parcelle du domaine public communal portée sur le plan annexé à la présente convention, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation	AOT.DOM.PRIV.DANSOIR
situation	Terrain des prairies de la mer
surface	1 000 m²
descriptif	Emplacement vide de tout meuble et de tout équipement, aux fins d'y installer une structure mobile de type CTS Magic Mirror

ARTICLE I.2. Affectation

L'AOT est consentie aux fins d'installer et d'exploiter une structure mobile de type chapiteau (CTS) MAGIC MIRROR sous

l'enseigne « DANSOIR KARINE SAPORTA », destinée à des manifestations culturelles

Le Preneur ne pourra affecter l'emplacement précité à une destination autre que l'installation et l'exploitation de l'équipement décrit ci-dessus.

ARTICLE I.3. Caractère personnel de la mise à disposition

La présente autorisation est rigoureusement personnelle, et à ce titre :

- Le Preneur sera tenu d'occuper personnellement l'emplacement mis à disposition.
- **LES DROITS A LA PRESENTE AUTORISATION NE SONT AUCUNEMENT CESSIBLES** : toute cession ou toute sous-location, sous quelque forme que ce soit, est interdite – **sauf consentement exprès et écrit de la Commune** –
Toute cession ou sous-location consentie au mépris de cette clause générera la révocation de la présente mise à disposition, et de fait la nullité de ladite cession ou sous-location.
- Le Preneur est responsable des conséquences de toute occupation d'un espace communal qui ne serait pas autorisée par la Commune et/ou dont celle-ci n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE I.4. Mise à disposition de l'emplacement

Le Preneur prend l'emplacement décrit à l'article 2 dans l'état où le tout se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucun recours possible.

Un état des lieux opposable pourra être établi par les parties à l'occasion de l'installation du Preneur.

Dans l'éventualité où, pour des motifs d'intérêt public, l'emplacement mis à disposition devrait être modifié, soit avant, soit après l'installation, le Preneur s'engage dans le délai qui lui sera imparti à se réinstaller sur le nouvel emplacement qui lui sera désigné le cas échéant et ce, sans pouvoir prétendre à indemnité ou diminution du montant de sa redevance. De son côté, la municipalité prendra toutes dispositions pour que ces nouveaux locaux soient placés le plus près possible de celui initialement concédé.

II – CONDITIONS PARTICULIERES D'UTILISATION ET DE JOUISSANCE

ARTICLE II.1. Usage de l'emplacement

II.1.1. Le preneur dispose de l'emplacement de manière limitée. Il ne peut en faire un usage interdit par la loi et le règlement ou qui serait contraire à la destination pour laquelle l'emplacement est mis à sa disposition.

D'une façon générale, le Preneur devra satisfaire à toutes les charges et obligations de Ville et de Police auxquelles l'exploitation pourrait donner lieu - notamment celles relatives à la sécurité des biens et des personnes, à l'hygiène et à la salubrité, à la protection de l'environnement, sans que cette liste soit exhaustive – et se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police, etc.

II.1.2. Le Preneur s'engage à user paisiblement de l'emplacement suivant la destination qui lui est donnée. A ce titre, il veillera au maintien de l'ordre public et au respect des règles en vigueur relatives à la tranquillité et à la santé publiques.

Notamment, le Preneur devra prendre toutes précautions pour éviter que le voisinage ne soit pas importuné par son exploitation. A ce titre, toute activité organisée au « Dansoir » ne pourra excéder 1h du matin.

II.1.3. La Commune s'engage à assurer la jouissance paisible de l'emplacement.

A ce titre, elle garantit le Preneur contre les vices ou défauts qui empêchent l'usage, même si elle ne les connaissait pas lors de la conclusion du contrat, sans préjudice de l'application du second alinéa de l'article 1721 du Code Civil.

II.1.4. Le Preneur s'engage à mettre le Dansoir à disposition de la Commune pour y accueillir des manifestations communales ou/et associatives. Les demandes seront traitées communément entre le Dansoir et le service culturel municipal avec l'établissement chaque année d'un planning permettant l'anticipation de chacun sur l'usage du lieu. Le lieu devra être rendu dans l'état trouvé (propreté et disposition).

ARTICLE II.2. Gestion et entretien de l'emplacement

II.2.1. Travaux :

- Pendant toute la durée de l'occupation, le Preneur aura à sa charge exclusive toutes les transformations et réparations nécessitées par l'exercice de son activité et ne pourra exiger aucune remise en état ni exercer aucun recours contre la Commune pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de constatation d'un vice de nature à rendre impropre sa destination, tel qu'une pollution du site.

Le Preneur fait son affaire personnelle des travaux de mise en conformité des lieux et supportera toutes réparations qui deviendraient nécessaires par suite soit de défaut d'exécution des réparations à sa charge, soit de dégradations résultant de son fait ou de celui de son personnel ou de sa clientèle.

Tous les coûts inhérents aux travaux, tant au niveau de leur réalisation que des études préalables, contrôles et frais divers, restent à la charge du Preneur qui ne pourra prétendre à aucune indemnité ni diminution de loyer, ni interruption de paiement du loyer, quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, sauf le cas de force majeure.

- Seules les installations mobiles sont autorisées sur l'emplacement concédé. La pose d'éventaires est permise, sous réserve qu'il ne soit percé aucun trou dans le sol sous quelque prétexte que ce soit, le Preneur étant tenu responsable des dégâts occasionnés au sol. Ces éventaires devront avoir une profondeur maximum de cinq mètres.
- Le Preneur qui a l'intention de faire des travaux d'aménagement ou d'amélioration des lieux doit soumettre son projet à la Commune pour avis conforme et préalable.
En cas d'avis favorable, le Preneur est tenu de se conformer au projet soumis à l'avis et à toutes les prescriptions éventuelles de la commune, ainsi qu'au contrôle des services compétents ;
- Dans le cas où la commune jugerait nécessaire d'effectuer des travaux sur l'emplacement ou à proximité, le Preneur est tenu de les laisser exécuter, quelle qu'en soit la durée et sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ou dédommagement. La commune est tenue de prévenir le Preneur 15 jours avant le début des travaux ; ce délai peut être réduit en cas d'urgence pour raisons de sécurité.

II.2.2. Entretien courant :

Le Preneur est tenu de prendre à sa charge l'entretien courant de l'emplacement et notamment

- L'emplacement, ainsi que les équipements qui y seront installés et tout le matériel utilisé dans le cadre de l'activité du Preneur devront être maintenus en parfait état d'entretien, de propreté et de fonctionnement par le Preneur ; faute de quoi, la Commune, après une simple mise en demeure par lettre recommandée, pourra faire procéder d'office le cas échéant au nettoyage, à la réparation ou au remplacement aux frais du Preneur.
- Le Preneur veillera à ne pas nuire à la sécurité des usagers de la voirie et des riverains de l'emplacement ; notamment, il veillera à ne pas encombrer l'espace inutilement.
- L'entretien des extincteurs mis à disposition par la commune reste à la charge de celle-ci.

II.2.3. Cas spécifique des dégradations :

- Le Preneur ne pourra rien faire ni laisser rien faire qui puisse détériorer l'emplacement concédé et il devra immédiatement signaler à la commune toute anomalie, dégradation ou détérioration qu'il pourrait constater et qui rendraient nécessaires des travaux incombant à la commune.
- Le Preneur devra répondre des dégradations et pertes survenant sur l'emplacement dont il a la jouissance exclusive pendant la durée du contrat ; il supportera toutes réparations qui deviendraient nécessaires par suite, soit de défaut d'exécution des réparations à sa charge, soit de dégradations résultant de son fait ou de celui de son personnel ou de sa clientèle ;
- Les dégradations ne résultant pas d'une faute imputable au preneur, de son fait ou du fait de son activité, ou résultant d'un cas de force majeure avéré, seront prises en charge par la Commune

ARTICLE II.3. Publicité et enseignes :

La publicité est subordonnée à l'accord préalable du Maire ou de son représentant, qu'elle se fasse par voie d'affiches ou par panneaux.

Le Preneur pourra apposer toute enseigne lumineuse ou non et ce sous son entière responsabilité et sauf à se soumettre aux prescriptions administratives en réglementant la pose et l'usage et à acquitter toutes taxes pouvant être dues à ce sujet ; le dossier d'installation devra toutefois être soumis préalablement à la ville pour accord.

Cette enseigne devra être solide et entretenue en bon état. Son installation sera faite aux risques et périls du Preneur qui sera seul responsable des accidents que sa pose ou son existence pourrait occasionner.

ARTICLE II.4. Fourniture électrique / eau potable

II.4.1. Pendant toute la durée de l'occupation, pour le bon exercice de son activité et pour les besoins de l'exploitation

de ses équipements (alimentation du chapiteau, des loges et des sanitaires), le Preneur est autorisé à se raccorder au branchement électrique propriété de la commune le plus proche, qui lui sera indiqué par les services techniques de la commune (coffret électrique étanche d'une puissance de 125 KVA).

II.4.2. Pendant toute la durée de l'occupation, pour le bon exercice de son activité (alimenter en eau l'équipement, les loges et autres installations éventuelles), le Preneur est autorisé à se raccorder au réseau d'eau le plus proche, qui lui sera indiqué par les services techniques de la commune (point d'arrivée d'eau muni d'une vanne quart-de-tour). Elle veillera à raccorder les tuyaux d'évacuation des eaux usées des installations de l'équipement au réseau d'évacuation de la Ville.

ARTICLE II.5. La Commune prend à sa charge les abonnements et les consommations en eau et en énergie électrique liées à l'exploitation du Dansoir. Le Preneur devra éviter qu'un tiers ne puisse utiliser son équipement et agit en responsable afin d'éviter tout gaspillage et surconsommation d'énergie dans un esprit d'économie et de respect de l'environnement.

ARTICLE II.6. Dispositions diverses :

II.5.1. Equipements sanitaires :

La Commune met à disposition un bloc sanitaire. L'installation d'un module indépendant en bois sur les prairies de la mer est prévue au budget 2023.

II.5.2. Droit de terrasse :

Le Preneur est autorisé à installer, à proximité du chapiteau, une dizaine de tables et des chaises afin d'attirer le public et de permettre aux spectateurs de s'y installer, sous réserve de l'existence d'un espace suffisant et sous couvert d'une demande systématique préalable, à adresser au maire 15 jours avant l'événement ; le Preneur devra veiller par ailleurs à ce que cette installation de type terrasse ne nuise en aucun cas au cheminement des usagers du square.

III – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE III.1. Redevance due par le Preneur

La mise à disposition de l'emplacement désigné à l'article 2 est consentie **A TITRE GRACIEUX** pour la période d'exploitation.

ARTICLE III.2. Impôts et charges

III.2.1. Les droits auxquels pourrait donner lieu la présente convention sont à la charge du Preneur. Celui-ci s'engage à acquitter tous les impôts, contributions, taxes professionnelles lui incombant personnellement, de manière à ce que la Commune ne soit pas inquiétée à ce sujet.

Le Preneur est assujéti à toutes taxes inhérentes à la publicité et aux enseignes. Il devra justifier de leur acquit à la commune à toute réquisition, et notamment en fin de contrat et avant tout enlèvement d'objets mobiliers, matériel et marchandises.

III.2.2. Les redevances et taxes liées à l'enlèvement des déchets ménagers et assimilés issus de l'exploitation des équipements du Preneur sont à la charge de ce dernier.

III.2.3. *Les charges décrites aux articles III.2.2 seront appelées avec le versement de la redevance pour occupation du domaine public due dans le cadre de la convention pour occupation du domaine public n°C2021-45.*

L'Association est tenue de prendre à sa charge toute installation électrique supplémentaire nécessaire au bon fonctionnement du chapiteau, des loges et autres installations éventuelles.

IV – POLICE, SECURITE ET RESPONSABILITE

ARTICLE IV.1. Contrôle et Sécurité

Le Preneur est tenu de faciliter toutes les visites et inspections que la Commune jugerait utile. De même, il est tenu de laisser pénétrer sur son emplacement tout agent public qui en solliciterait l'accès pour les besoins de ses missions.

Le Preneur est responsable de la surveillance et de la mise en sécurité de ses installations et équipements. La commune fournira les barrières de protection nécessaires à la sécurité de ses usagers et du public.

Outre les règles d'urbanisme applicables à ce type d'installation, l'Association sera tenue de respecter la réglementation des Etablissements recevant du public, telle que connue ou/et portée à sa connaissance pour cet établissement de type CTS qui accueillera simultanément au maximum 460 personnes.

ARTICLE IV.2. Assurances

IV.2.1. Le Preneur est tenu de s'assurer auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, pour couvrir tous les risques locatifs dont il doit répondre en sa qualité de locataire (dommages aux biens et responsabilité civile), ce pendant toute la durée de sa jouissance.

Le Preneur justifiera de ces assurances et de l'acquit régulier des primes à toute réquisition de la Commune, ce dès la remise des clefs.

IV.2.2. Notamment, le Preneur s'engage à faire assurer les équipements et son mobilier personnel, qu'il en soit propriétaire ou dépositaire, et les tenir constamment assurés contre les risques dommages aux biens tels que les risques incendie, explosions, dégât des eaux, recours des voisins, bris de glaces, vol et dégradation ... avec abandon de recours à l'encontre de la Commune.

IV.2.3. De la même façon, le Preneur est tenu de souscrire une police d'assurance en responsabilité civile pour se garantir contre les risques de toute nature pouvant résulter de son activité et de l'installation de ses équipements. Et couvrir les sinistres vis-à-vis des tiers dont il pourrait être tenu responsable, personnellement ou du fait de ses employés, intermédiaires ou clients.

IV.2.4. La Commune prendra à sa charge uniquement les assurances de responsabilité propriétaire.

Le cas échéant, le Preneur s'engage à rembourser à la commune toutes primes ou surprimes d'assurances qui viendraient à être réclamées à la commune du fait de l'exercice de son activité.

ARTICLE IV.3. Responsabilité**IV.3.1. Responsabilité du Preneur :**

Le Preneur reste responsable de tout dommage causé par son fait, par celui des personnes dont il doit répondre, de sa clientèle ou du fait de ses installations ou des choses qu'il a sous sa garde. Ainsi, il est tenu de réparer tous dommages ou dégradations dont il est tenu responsable, sous peine de poursuites.

Le Preneur est responsable de la surveillance de son emplacement et de tous les biens et installations qui pourraient y exister.

IV.3.2. Responsabilité de la Commune :

La responsabilité de la ville sera entièrement dérogée pour tout ce qui concerne l'occupation des locaux et l'activité du Preneur, notamment en cas de vol ou détérioration, sans que cette énumération soit limitative. Notamment, la commune décline toute responsabilité :

- pour les dommages, vols ou dégradations que le Preneur pourrait éprouver ou causer, ce dernier déclarant expressément accepter cette dérogation à toute jurisprudence contraire qui pourrait prévaloir ;
- dans le cas où, par fait de force majeure, il y aurait interruption de fourniture de gaz, d'eau, d'électricité, etc.
- pour toutes voies de fait dont le Preneur, sa clientèle ou des tiers se rendraient coupables à l'égard du Preneur.

V - DUREE DE LA MISE A DISPOSITION**ARTICLE V.1. Durée**

La présente convention à caractère précaire et révocable est conclue pour une durée d'un an, pour la période du 1er janvier 2023 au 1er janvier 2026. Le déplacement et l'installation du Dansoir aura lieu dans le courant du mois de décembre 2022.

A la date d'expiration, l'autorisation cessera de plein droit. L'administration aura la faculté de la renouveler sur la demande du permissionnaire.

ARTICLE V.2. Caractère précaire de l'occupation

La présente autorisation est concédée à titre précaire et révocable.

Le Preneur ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou de toute autre réglementation susceptible de lui conférer un droit au maintien dans les lieux au-delà du terme de la convention.

La ville pourra modifier ou mettre fin à tout moment et unilatéralement à la concession, pour motif d'intérêt général, sans que le Preneur puisse se prévaloir de l'application des dispositions législatives régissant les baux commerciaux, sous couvert d'un délai de prévenance de 2 mois par lettre recommandée.

Dans le cas de ce retrait, la redevance pourra être remboursée pour partie au Preneur, au prorata du temps d'occupation restant à couvrir (pour un minimum d'un mois restant).

Le Commune, dans la mesure du possible, accompagnera le Preneur dans sa recherche d'un nouvel emplacement dans l'éventualité où le présent emplacement devrait être réquisitionné ou serait rendu indisponible pour des motifs d'intérêt public et/ou général.

Le retrait de la concession interviendra de plein droit si le Preneur contrevient aux dispositions du présent cahier des charges, notamment en cas de non règlement de la redevance aux échéances prévues ou de cession sans autorisation, sans préjudice, s'il y a lieu, des poursuites pour délit de grande voirie et sans que le Preneur puisse prétendre à aucune indemnité ni dédommagement. Un délai de prévenance sera respecté et toutes les solutions à l'amiable seront privilégiées.

ARTICLE V.3. Renoncement du Preneur

V.3.1. Le Preneur qui, pour une raison quelconque, entendrait renoncer définitivement à ses droits avant le terme de la convention, devra solliciter la fin de l'autorisation auprès de Monsieur le Maire de Guistreham en respectant un préavis de 2 mois.

Dans le cadre d'un renoncement avant terme, le Preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni aucun remboursement de redevance.

V.3.2. Dans le cas où le Preneur souhaiterait céder son fonds ou son entreprise, cette cession n'offrira aucune garantie de transmission de l'emplacement à son successeur.

ARTICLE V.4. Fin de la mise à disposition

V.4.1. Chacune des parties a faculté de dénonciation du contrat avec un préavis de 6 mois avant l'expiration de chaque période par lettre recommandée avec avis de réception.

V.4.2. A l'issue du titre d'occupation, le Preneur est tenu de libérer l'emplacement, d'évacuer tout encombrant, déchets et autres présents sur le site résultant de son activité, et de remettre les lieux dans leur état initial. Le démontage de ses équipements est à la charge du Preneur, tant en termes logistiques que financiers.

Par ailleurs, il est tenu de rendre toutes les clefs et autres titres d'accès qui auraient pu lui être confiés du fait de son autorisation.

V.4.3. Un état des lieux contradictoire pourra être établi par les parties à l'occasion de du départ du Preneur, qui sera opposé à l'état des lieux d'entrée mentionné à l'article L.4.

V.4.4. La libération de l'emplacement ne pourra en aucun cas valoir décharge au Preneur des réparations dont il pourrait être tenu et des loyers et charges restant dus.

Ainsi, le Preneur s'engage à ne pas libérer l'emplacement sans s'être conformé à ses obligations, ni sans avoir auparavant présenté à la Commune les quittances justifiant du paiement des loyers, consommations, impôts, taxes, redevances, frais et toutes charges dont il serait redevable.

V.4.5. En cas de révocation ou de cessation de l'occupation pour quelque raison que ce soit, le Preneur devra remettre les lieux en l'état où il les aura trouvés à la date de sa première occupation, dans un délai de 2 mois à compter de la date établie de sa fin d'occupation.

En cas de non respect de cette clause, la commune pourra procéder d'office à la remise en état et exiger du Preneur le remboursement des frais engagés pour cette remise en état.

~~V.4.6. Dans le cas où le Preneur, avec l'accord écrit de la Commune, renonce à son obligation de démonter ses installations dans le délai fixé, celles-ci deviennent propriété de la commune sans aucune indemnité pour le Preneur qui renonce de fait à ses biens au profit de la Commune. Sans objet.~~

VI – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE VI.1 : Conditions suspensives de l'autorisation

VI.1.1. La présente autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations, notamment celles liées au code de l'urbanisme ou au code de l'habitat.

VI.1.2. Sans objet.

ARTICLE VI.2 : Clauses résolutoires

VI.2.1. La présente convention peut être dénoncée par la Commune à tout moment pour motif d'intérêt général ou pour des motifs sérieux, à savoir notamment (énumération non exhaustive) :

- ✓ Cas de force majeure ;
- ✓ non observation de quelque des dispositions qui précèdent ;

- ✓ l'équipement constitue un danger pour la sécurité de ses usagers ou du public ;
- ✓ l'exploitation de l'équipement constitue une nuisance réelle et persistante pour le voisinage ;
- ✓ l'emplacement est utilisé à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties
- ✓ non règlement de la redevance aux échéances prévues, un délai de prévenance sera respecté et toutes les solutions à l'amiable seront privilégiées ;

En cas de manquement grave aux engagements liés à la présente convention, celle-ci pourrait être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, indépendamment, au moins 2 mois avant la date de résiliation. Si après signification du manquement à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception, il n'était pas remédié à celui-ci dans un délai d'un mois : le congé serait alors notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

VI.2.2. Dans ce cas, le Preneur s'engage à libérer les lieux dans les huit jours qui suivront la réception de la mise en demeure, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement et sans préjudice de celle que pourrait demander la commune.

VI.2.3. Dans le cas d'une résiliation pour cas de force majeure, si la Commune y consent, la redevance pourra être remboursée au Preneur au prorata du temps d'occupation restant à couvrir.

ARTICLE VI.3 : Litiges et voies de recours

VI.3.1. En cas de litige et de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties veilleront à trouver une solution amiable par l'intermédiaire d'un médiateur désigné de commun accord.

En cas d'échec de cette démarche, les contestations qui s'élèveraient entre la Commune et l'Association seront soumises au tribunal compétent qui sera saisi par l'une ou l'autre des parties.

VI.3.2. Le Preneur d'une décision ou tout tiers qui désire la contester peut saisir le Tribunal administratif compétent pour un recours contentieux dans les 2 mois qui suivent la notification de la présente décision ou l'accomplissement de la dernière formalité de publicité prévue à l'article R2124-11 du CG3P.

VI.3.3. En cas de demande de recours gracieux saisi auprès du Maire de la Commune, auteur de la décision, le délai de recours contentieux commence à compter de la réponse de la Commune.

L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

ARTICLE VI.4 : Annexes

- Plan de situation

QUISTREHAM, le 1^{er} janvier 2023,

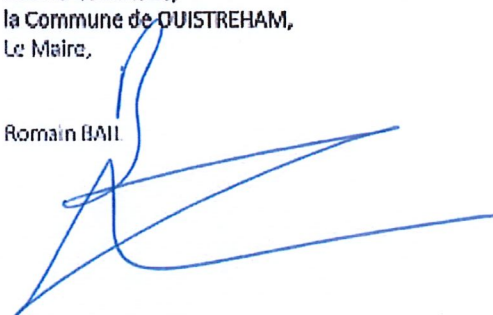
Pour le Preneur,
L'association KASA
La Présidente,

Jacqueline BUIET




Pour la Commune,
la Commune de QUISTREHAM,
Le Maire,

Romain BAIL



Mis en ligne le 17/03/2023 à 15h40

REÇU EN PREFECTURE

le 17/03/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-2114 04884-2023 0313-AP2023 0313_

CONVENTION DE PARTENARIAT
Actions culturelles – Association KASA

Entre les Soussignés :

La **VILLE DE OUISTREHAM RIVA-BELLA**, dont le Siège est à Ouistreham Riva-Bella, Hôtel de Ville, Place Lemarignier, représentée par, Romain BAIL, Maire, d'une part,

Ci-après dénommée la Commune,

Et

L'**association KASA**, dont le domicile est fixé quai Georges Thierry, 14150 Ouistreham Riva-Bella, représentée par sa directrice Jacqueline BUET, d'autre part.

Ci-après dénommée le Prestataire,

D'autre part.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

La Ville de Ouistreham Riva-Bella apporte son soutien aux associations participant à l'organisation et au développement des activités culturelles, sportives, citoyennes, humanitaires et de loisirs présentant un intérêt local. Cette contribution communale peut prendre la forme de subvention et/ou d'aide en nature, selon les moyens de la commune et les règles fixées dans la présente convention.

Article 1 - Objet de la convention

L'association KASA, représentée par sa correspondante Karine Saporta, a proposé à la Commune divers événements afin de contribuer à l'animation de la ville durant l'année 2023.

Pour ce faire, la Commune, en lien avec le Prestataire, a élaboré un planning d'actions culturelles à mener jusqu'à la fin de l'année.

Article 2 – Descriptif des événements

- ▶ (I) A placer dans le planning en fonction de la réouverture du cinéma au printemps.
Une soirée « Danse » au cinéma : sélection des films avec l'équipe du cinéma, avant : présentation du film par Karine Saporta, après : échange avec la salle.
- ▶ (II) Au printemps, date à voir suivant le professeur.
Une audition pluridisciplinaire avec les élèves d'un professeur d'instrument de l'EMIO et les élèves de danse de l'association KASA, au Dansoir.

► (III) -été 2023

Parcours photographique : prêt d'une photo d'art des collections de Belle Rive à tous les commerçants et service recevant du public qui souhaitent participer, affichage tout l'été, réalisation d'un flyer avec le parcours, temps fort à la galerie Belle Rive qui rassemble tous les participants.

► (IV) -Vendredi 6 octobre 2023

Prestation d'ouverture du nouveau salon du livre au Dansoir, création.

► (V) – Seconde semaine des vacances de la Toussaint

Stage et ateliers de danse au CSC Pavillon sur toute la seconde semaine des vacances de la Toussaint.

Même formule que cette année,

Des cours d'initiation à la danse contemporaine pour les enfants et adolescents, à partir de 10 ans, seront proposés le matin de 10h00 à 12h00.

Des ateliers de partage et découverte « Danse en famille » seront dispensés de 15h00 à 17h00 pour les familles (grands-parents, parents, enfants).

Cet événement sera sur inscription. Celles-ci seront gérées par le personnel du Pavillon.

Du lundi 30 octobre au vendredi 3 novembre (sauf mercredi 1er nov. férié) ; avec participation de danseurs à l'animation Halloween pour la réalisation d'une chorégraphie avec le public déguisé.

Article 3 – Dispositions financières et comptables

Chaque prestation sera réglée par la Commune au Prestataire sur présentation d'une facture.

	Acompte (TTC) Au 15 janvier 2023	Paiement après prestation (TTC)
I Soirée dans au Cinéma au printemps	500	1 000 €
II Audition pluridisciplinaire au printemps	500	1 000 €
III Parcours photographique estival	4 000 €	1 000 €
IV Prestation d'ouverture du nouveau salon du livre en octobre	8 500 €	3 500 €
V Stages et ateliers de danse aux vacances de la Toussaint	1 500 €	3 500 €

Le montant total de ces prestations s'élève à 25 000 euros TTC.

A noter que toutes ces actions sont gratuites pour le public.

Article 4 – Dispositions relatives à la sécurité

Pour les cinq événements précités, l'utilisation des locaux mis à disposition par la Commune s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

Au cours de l'utilisation du matériel mis à disposition, le Prestataire s'engage à faire respecter les règles de sécurité par les participants.

Article 5 – Dispositions sanitaires

En cas de durcissement des mesures sanitaires et un renforcement des gestes barrières, le Prestataire devra appliquer le dispositif mis en place par la Commune durant la période donnée.

Article 6 – Résiliation

En cas de manquement par l'une des parties à l'une ou l'autre de ses obligations au titre du présent contrat non réparé dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la date de réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par la partie plaignante notifiant les manquements en cause et valant mise en demeure, la partie lésée pourra résilier de plein

Ouistreham
Riva-Bella

droit ledit contrat par lettre recommandée avec accusé de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Article 7 – Confidentialité

Il est convenu entre les parties que les informations échangées à l'occasion de la négociation et de l'exécution du présent contrat sont des informations confidentielles, en dehors de celles déjà publiques, exception faite de la communication des présentes aux ayant droits.

Article 8 – Durée de validité

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature pour se terminer le 31 décembre 2023.

Article 9 – Désaccords

La validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera soumise à une conciliation amiable préalablement à tout recours contentieux. En cas de désaccord persistant, tout litige relèvera de la compétence du tribunal administratif de Caen.

Article 10 : Assurances

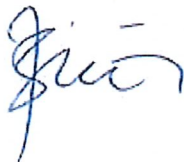
Le Prestataire devra être couvert par sa propre assurance responsabilité civile et être assuré contre le vol de ses propres biens entreposés dans les locaux de la Commune dans le cadre des actions menées durant les cinq périodes citées dans l'article 2.

Article 11 – Utilisations des images

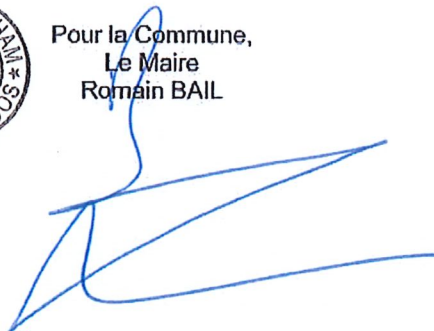
La Mairie de Ouistreham Riva-Bella se réserve le droit d'utiliser librement toutes les photos, prises par les personnels communaux, relatives aux actions menées par le prestataire.

Fait en double exemplaires, à Ouistreham Riva-Bella le 5 janvier 2023,

Le Prestataire,
L'association KASA, représentée par sa présidente,
Jacqueline BUET



Pour la Commune,
Le Maire
Romain BAIL



Mis en ligne le 17/03/2023 à 15h40

REÇU EN PREFECTURE

le 17/03/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-2114 04884-2023 0313-AP2023 0313_



CONVENTION

De mise à disposition de locaux

Entre :

La Ville de OUISTREHAM RIVA-BELLA, représentée par Monsieur Romain BAIL, Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal, en date du 26 mai 2020.

Ci-après désignée

La Ville,
d'une part,

Et :

Le SIVU (Syndicat Intercommunal à Vocation Unique) des RPE (Relais Petite Enfance) de la Côte de Nacre, dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville, 14150 Ouistreham Riva-Bella, représenté par Céline ZANELLA, agissant en qualité de Présidente,

Ci-après désigné

Le SIVU,
d'autre part,

ARTICLE 1 – OBJET

La Ville de Ouistreham Riva-Bella met à disposition du SIVU de la Côte de Nacre pour le RPE Farandole un espace d'animation au Pavillon, 11 rue des Arts à Ouistreham défini par la présente convention afin de promouvoir et de développer ses activités.

ARTICLE 2 – MISE A DISPOSITION DES BIENS COMMUNAUX

2.1 – Mise à disposition de bâtiments

L'utilisateur s'engage à occuper les locaux exclusivement en vue et dans les conditions ci-après :

- Les jours et heures d'utilisation sont consignés ci-dessous. Ils peuvent évoluer en fonction des adaptations du service. Cette évolution sera anticipée et discutée avec la Direction du Pavillon.
- Les effectifs accueillis simultanément s'élèvent à **25 personnes** pour les temps d'animation (enfants et adultes au maximum).
- Les animations ou réunions de groupes d'adultes ou d'enfants ne pourront se tenir que dans les pièces dont la capacité répond aux normes de sécurité exigées à la Ville pour obtenir l'agrément.
- L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

2.2 – Description des bâtiments

Le SIVU bénéficiera de la mise à disposition des espaces ci-dessous mentionnés, **du lundi au ~~mercredi~~ ^{jeudi} toute la journée, ~~le jeudi matin~~, y compris pendant les périodes de vacances scolaires.**

- **Un bureau**, cet espace pourra être occupé à tout moment par l'animatrice du RPE pour y effectuer son travail administratif ;
- **Un espace animation**, cet espace pourra être occupé également le jeudi après-midi ou le vendredi pour des animations communes avec le CSC, comme par exemple l'atelier Musique et Mouvement, ou pour des interventions ponctuelles, comme par exemple les ateliers baby-gym : le calendrier sera anticipé et partagé ;

- **Un espace pour les poussettes**

Ces espaces sont situés au rez-de-chaussée du Pavillon.

La ville se réserve le droit d'utiliser l'espace animation, pour des actions petite-enfance, parents-enfants, sur les temps de fermeture du RPE, à savoir actuellement le jeudi après-midi et le vendredi.

2.3 – Conditions d'utilisation

- Le SIVU ne pourra utiliser ces biens que dans le cadre de son objet statutaire et n'est pas autorisé à les sous louer.
- Le SIVU doit assurer les conditions d'encadrement et d'assurances réglementaires inhérentes à son activité. Les consignes d'hygiène et de sécurité seront scrupuleusement respectées.
- Le SIVU doit veiller à la liberté d'accès et à l'égalité de traitement des usagers.
- Le SIVU satisfera à toutes les obligations auxquelles les locataires sont ordinairement tenus.
- L'utilisation des espaces mis à disposition du SIVU pour les RPE reste subordonnée à l'observation du règlement intérieur du Pavillon. Il ne pourra pas modifier la destination des installations mises à dispositions sauf accord express et préalable de la Ville.
- La Ville a le pouvoir de contrôler l'utilisation, de réserver un droit d'accès permanent aux installations et de modifier les clauses du contrat.

Le non-respect des engagements envers la Ville entraînera la résiliation de la convention.

2.4 – Disposition relatives à la sécurité

Préalablement à l'utilisation des locaux affectés, le SIVU déclare :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant d la Ville, compte-tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de la Ville à une visite de l'établissement et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisés.
- Avoir constaté avec le représentant de la Ville l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'utilisateur s'engage :

- A contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités considérées.
- A faire respecter les règles de sécurité par les participants.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

En contrepartie de cette mise à disposition de locaux, le SIVU s'acquittera d'un loyer annuel fixée à 1 850 euros lié à l'utilisation des différents fluides (électricité, eau, chauffage...). Cette contrepartie financière sera révisée le 1^{er} janvier de chaque année du pourcentage égal à la variation annuelle de la moyenne associée l'indice du cout de la construction de référence qui sera le dernier indice connu à la date de révision du loyer.

ARTICLE 4 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

La Ville reconnaît avoir souscrit un contrat d'assurance couvrant tous les dommages aux biens pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition. Les activités organisées par le SIVU des RPE relève de l'assurance responsabilité civile des parents. Le SIVU s'engage à respecter les locaux mis à sa disposition par la Ville. Le SIVU devra avertir la Ville dans les plus brefs délais de toute atteinte ou dysfonctionnement qui serait constaté dans les locaux mis à sa disposition.

ARTICLE 5 – DUREE

REÇU EN PREFECTURE

le 17/03/2023

Application agréée E-legalite.com

La présente convention est signée pour 2 ans, commençant à courir le 1^{er} janvier 2022 pour s'achever le 31 décembre 2023.

ARTICLE 6 – LITIGES

En cas de litige né de l'interprétation, de l'exécution comme des suites de la présente, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant toute saisine de la juridiction administrative, seule compétente en pareil cas.

ARTICLE 7 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements, la convention sera résiliée à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en double exemplaire
à OUISTREHAM, le



Romain BAIL

Maire de Ouistreham Riva-Bella
Vice-Président de Caen la Mer
Ports, Littoral et Tourisme

Céline ZANELLA

Présidente du SIVU
des RPE de la Côte de Nacre

Mis en ligne le 17/03/2023 à 15h40

REÇU EN PREFECTURE

le 17/03/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-2114 04884-2023 0313-AP2023 0313_